

Dans la région, les retraités sont un groupe oublié.

Tout d'abord, je voudrais dire qu'il y a huit lois sur les pensions en vigueur dans la région. Aucun d'entre eux n'est dans l'intérêt des vrais retraités. Par conséquent, grâce à la loi n° 9 de 2014, la situation des retraités du gouvernement central est très différente de celle de ceux de la région du Kurdistan. Ils vivent dans l'ombre et l'autorité de la région au printemps de la retraite, en ce sens qu'ils ont beaucoup plus de droits légaux et de différences par rapport à ceux qui ont été licenciés ou embauchés dans la région, notamment:

1. Les enseignants et les employés sont à la retraite, et ils reçoivent une pension d'environ 80% de leurs salaires et leur pension n'est pas inférieure à 400000 dinars irakiens.
2. Lorsqu'ils prennent leur retraite, ils reçoivent 18 mois de récompense.
3. Les caisses de pension privées n'ont rien à voir avec la liste des salaires mensuels des employés. Ils reçoivent leur salaire tous les six mois.
4. Ils peuvent emprunter 25 millions de dinars pour l'utiliser pour améliorer leur état de santé et d'autres nécessités. Récemment, le Conseil des ministres iraquien a pris un certain nombre de nouvelles décisions visant à fournir davantage de services aux retraités et à les indemniser pour leurs années de service et tous leurs efforts.

Les décisions sont les suivantes :

1. Tout pensionné qui n'a pas reçu de terrain doit recevoir un terrain résidentiel .
2. Iraqi Airways réduira le prix des billets d'avion de 25%.
3. Chaque retraité recevra une somme d'argent en récompense pour ce mois.

En plus de ces droits et privilèges légaux, tous les salaires des retraités ont été convertis en cartes électroniques. Ils n'ont pas de problèmes et de difficultés à obtenir leur salaire et il n'y a pas de différences entre eux, sauf leurs années de service, leurs grades, leurs fonctions et leurs efforts. Cela signifie qu'ils sont traités équitablement et équitablement par leur gouvernement. D'autre part, dans notre région, nos enseignants et nos employés sont mis à la retraite le plus rapidement possible sans aucune récompense, tout comme ils sont punis et ils sont renvoyés chez eux sans aucun privilège ni respect, car ils sont supplémentaires et inutiles!

Ils seront dans les conditions suivantes :

- 1.1. Supprimer le privilège du certificat, ce qui est injuste parce qu'un certificat est le principal moyen par lequel un

travailleur ou un enseignant peut servir son pays tout au long de sa vie.

- 2.2. Étant donné que l'employé ou l'enseignant est à la retraite, mais qu'il est toujours responsable de l'éducation de sa famille et de ses enfants, il est illégal en soi de réduire la partie financière de la femme, du mari et des enfants. Lorsqu'ils prendront leur retraite, ils recevront 80 % de leur salaire. Certains peuvent obtenir 200 000 dinars. Alors qu'un enseignant qui a servi pendant 40 ans sa pension est de 918000 dinars irakiens. Ce qui est important à mentionner, c'est qu'il y a des gens qui ont été mis à la retraite et qui ont reçu 2 000 000 dinars alors que la pension de l'enseignant est de 918000 dinars qui l'enseignant peut-il vivre et payer le coût de la vie? 200 000 dinars seulement peuvent suffire à dépenser pour acheter des boissons et des gâteaux rien d'autre.
3. Lorsqu'une personne est à la retraite, elle recevra le salaire de seulement six mois en récompense.
4. Je ne parle pas des difficultés de l'époque où ils vont à la banque pour obtenir leur pension. Personne ne peut supporter sa difficulté. Récemment, le Conseil de la magistrature a abrogé la loi n° 27 de 2006 et a décidé d'appliquer la loi n° 9 de 2014, qui est toujours en vigueur. Enfin, je laisse la comparaison ci-dessus aux lecteurs. Je suis sûr que, comme je l'ai dit, certains retraités ont été oubliés dans la région.

Par: Abdulwahid Muhammad